

Dumping fiscal international

Gabriella Lima, porte-parole de solidarités

La version orale fait foi.

La RFFA a comme objectif premier d'accroître et de renforcer la place de la Suisse dans la concurrence internationale. Sous prétexte de supprimer les statuts spéciaux dont disposent les multinationales, la RFFA relance un nouveau cycle de compétition fiscale vers le bas entre les pays mais aussi entre les cantons, pour renforcer le paradis fiscal suisse au détriment d'autres pays. En attirant des sociétés étrangères ici, la Suisse extorque des recettes fiscales très importantes de plusieurs pays à l'échelle mondiale, et évidemment, cela a des conséquences désastreuses pour les pays pauvres qui se voient privés de sommes spectaculaires, qui sont nécessaires au financement de leurs services publics, donc des hôpitaux, des écoles mais aussi, comme on le voit maintenant avec le cas du Brésil, des réparations des dégâts humains et environnementaux. Même le Conseil des droits de l'homme de l'ONU l'a dit, dans un rapport paru récemment que la RFFA va « *exacerber davantage la concurrence fiscale nocive au niveau international et même entre les cantons* ».

Contrairement à ce que disent des représentants du Parti Socialiste, et de leurs alliés bourgeois, la RFFA ne vise nullement à corriger des injustices fiscales, mais au contraire, à les accentuer davantage, au profit des grandes entreprises et de leurs actionnaires, donc des 1% des plus riches. Selon des estimations qui ont été faites par des ONGs, notamment l'ONG helvétique Alliance Sud, les pertes de recettes fiscales dans des pays pauvres s'élèvent à 200 milliards de dollars par année, parce que les multinationales déplacent leurs bénéfices dans des pays comme la Suisse. Donc la conséquence de ce dumping fiscal féroce mené par la Suisse n'est pas de corriger des injustices mais bien d'accroître encore plus les inégalités, puisque ces pertes de recettes fiscales pour les pays pauvres condamnent des populations déjà fragilisées à l'échelle mondiale à la pauvreté.

En baissant d'environ 40% en moyenne le taux d'imposition sur les bénéfices dans les cantons, les autorités suisses vont donc encore plus loin que président Donald Trump. Aux Etats-Unis, le taux d'imposition moyen des bénéfices oscillera autour de 28% alors qu'en Suisse, il va baisser, en moyenne, à environ 14%, donc la moitié du taux étatsunien. Ainsi, la RFFA va donner un coup de fouet à la concurrence fiscale à l'échelle internationale, poussant les Etats à réduire sans cesse la fiscalité sur les possédants, en raison de la compétitivité économique. C'est pourquoi nous devons absolument nous opposer à cette réforme.